

Surveiller les flux de capitaux

Le FMI est en train d'établir une base de données qui permettra de surveiller la volatilité des flux de capitaux internationaux. Grâce à la base de données de l'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille, il sera plus facile d'estimer les flux d'investissements de portefeuille et les flux de revenus y afférents, de promouvoir l'analyse des liens entre les flux d'investissements de portefeuille et les variations des cours des valeurs mobilières, et de fournir des données détaillées sur les portefeuilles de valeurs mobilières à l'échelle mondiale. Cette base de données est accessible sur le site du FMI, à l'adresse www-stg-ext/external/np/sta/index.htm.

Selon la dernière enquête, les portefeuilles internationaux de titres de participation et de créance atteignaient 12,5 billions de dollars EU en 2001 dans les 67 économies participantes — 5,1 en titres de participation et 7,4 en titres de créance. Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon étaient les principaux investisseurs, avec 38 % du total des titres de participation, contre 35 % pour l'Union économique et monétaire. Les États-Unis et le Royaume-Uni détenaient essentiellement des titres de participation, et le Japon des titres de créance.

Un nouveau ratio de liquidité

Le FMI a changé la manière dont il mesure sa liquidité pour rendre compte plus clairement de sa capacité d'accorder de nouveaux prêts non concessionnels. Ce nouvel indice, appelé capacité d'engagement à un an, donne pour la première fois aux décideurs et aux analystes un montant précis de ressources disponibles — en dollars EU plutôt qu'en points de pourcentage comme précédemment. Selon le FMI, cet indice, qui remplace le ratio de liquidité traditionnel comme principale mesure de la liquidité de l'institution, accroît la transparence de ses finances. Fin 2002, le FMI disposait de 74 milliards de dollars EU. Ce montant, qui n'inclut pas les prêts concessionnels du FMI réservés aux pays les plus pauvres, est publié chaque semaine et chaque mois sur le site du FMI à l'adresse www.imf.org/external/fin.htm (*Financial Activities: Week-at-a-Glance* et *Financial Resources & Liquidity Monthly*, respectivement).



Comment les choses ont changé

«Dans les années 40, il était commun de considérer les femmes économistes comme des chercheuses, mais pas comme des responsables chargées de négocier avec les pays ou de formuler des politiques économiques», selon Margaret de Vries, lauréate 2002 du prix Carolyn Shaw Bell de l'American Economic Association.

«Je note avec plaisir que des femmes occupent aujourd'hui des positions à très haute responsabilité [au FMI]», a déclaré l'ancienne économiste et historienne du FMI, âgée de 81 ans.

Margaret de Vries, lauréate du prix Carolyn Shaw Bell

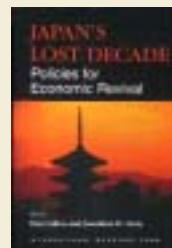
Évaluation indépendante

Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FMI a trois projets d'évaluation pour l'exercice 2003/04, a annoncé Montek Singh Ahluwalia, Directeur du BIE : le rôle de l'institution en Argentine, les programmes de lutte contre la pauvreté mis en place dans les pays à faible revenu et le programme d'assistance technique. Un résumé de la portée et de l'orientation de ces trois projets figure sur le site du BIE, www.imf.org/ieo. Les travaux consacrés à l'évaluation des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) — qui impliquent une collaboration avec le Département d'évaluation des opérations de la Banque mondiale — sont déjà en cours.



La décennie perdue

Dans un nouveau livre *Japan's Lost Decade: Policies for Economic Revival*, le FMI se penche sur la récession prolongée au Japon et propose des stratégies de redressement. À commander au Service des publications.



IL Y A 30 ANS DANS F&D

Tout n'a pas changé

«La définition et la méthode de calcul du «revenu» sont toujours à l'origine d'un schisme au sein de la profession comptable et opposent les comptables aux économistes et aux statisticiens... il faut bien constater que la comptabilité d'entreprise manque actuellement d'homogénéité, tant en pratique qu'en théorie.»

Extrait d'un article d'Adolf J.H. Enthoven paru dans l'édition de mars 1973 de Finances & Développement



Accès à l'eau potable

Les Nations Unies attirent l'attention cette année sur les questions relatives aux ressources en eau. Elles ont nommé 2003 Année internationale de l'eau douce et, en mars, elles présenteront leur *Rapport sur la mise en valeur de l'eau dans le monde*, le premier d'une série de rapports qui seront publiés tous les trois ans sur l'état des ressources mondiales en eau.

Ce rapport recense des problèmes critiques qu'il illustre par des études de cas approfondies de certains bassins fluviaux. Un des objectifs de l'année de l'eau est de réaffirmer l'objectif de développement des Nations Unies pour le Millénaire qui est de réduire, d'ici 2015, la part de la population mondiale qui n'a pas accès à l'eau potable et de mettre fin à l'exploitation intenable des ressources en eau. Cet objectif, approuvé par le Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu l'an dernier à Johannesburg, identifie aussi le rôle essentiel de l'eau dans l'agriculture, l'énergie, la santé, la biodiversité et les écosystèmes, ainsi que dans le combat contre la pauvreté.

«L'année de l'eau offre une occasion formidable de mieux faire prendre conscience des questions relatives aux ressources en eau et de motiver les gens de tout âge à s'impliquer», déclare Alberto Tejada-Guibert, coordinateur de l'UNESCO pour l'année de l'eau.

Les projections indiquent que les effets combinés de la croissance démographique, du réchauffement de la planète et de la mauvaise gestion des ressources en eau existantes feront probablement augmenter le nombre des pays qui rencontreront de sérieux problèmes liés à l'eau au cours des prochaines décennies. Pour plus d'informations, veuillez consulter www.wateryear2003.org.

Montée du chômage

Après deux années de ralentissement économique, le nombre de chômeurs dans le monde a atteint le chiffre sans précédent de 180 millions, et l'on ne peut guère s'attendre cette année à une amélioration de la situation de l'emploi, selon un rapport du Bureau international du travail (BIT). «La situation de l'emploi dans le monde se détériore dramatiquement», a déclaré M. Juan Somavia, Directeur général du BIT. «Des dizaines de millions de personnes grossissent les rangs des chômeurs ou des travailleurs pauvres et, les perspectives d'une reprise économique mondiale étant incertaines, il y a peu



de chances que l'emploi se redresse en 2003.» Dans son rapport, intitulé *Tendances mondiales de l'emploi*, le BIT estime que le nombre de chômeurs dans le monde s'est accru de 20 millions depuis 2000. Les femmes et les jeunes sont surtout touchés. Souvent, ils occupent des emplois qui sont particulièrement exposés aux chocs économiques.

Des touche-à-tout

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) engage la deuxième phase d'un programme visant à aider les pays en développement à mieux négocier lors du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Une série de séminaires techniques permettra aux pays d'analyser les options et implications des négociations commerciales, ainsi que les moyens de renforcer leur position de négociation au sein de l'Organisation mondiale du commerce. «Souvent les pays ne disposent pas des ressources humaines nécessaires», selon Harmon Thomas, économiste à la FAO. «Certaines délégations ont des centaines de négociateurs spécialisés et des groupes d'experts, mais d'autres n'ont qu'un expert ou deux pour prendre toute une série de décisions difficiles.»

ÉVÉNEMENTS EN 2003

24–26 mars	Assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement	Milan, Italie
12–13 avril	Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale	Washington, D.C.
4–5 mai	Assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Tashkent, Ouzbékistan
21–23 mai	Assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement	Istanbul, Turquie
23–24 septembre	Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale	Dubaï, E.A.U.
10–12 décembre	Sommet mondial sur la société d'information	Genève, Suisse